

Une "pensée marxiste" sous le signe

du conservatisme et du culte de la maternité

EN cette période si riche en réflexions pour les marxistes, la 4^e semaine de la Pensée Marxiste a été consacrée au problème de la femme !

La question posée était : « Pourquoi la femme, soumise par la nature à des servitudes particulières, se trouve non pas soulagée ou aidée par la société mais accablée au contraire par elle de servitudes supplémentaires ? »

Encore que les servitudes particulières se résument essentiellement à la maternité, la réponse à cette question qui n'est pas neuve peut paraître simple : comme celle de l'homme, la libération de la femme commence avec sa libération économique.

L'éventail des participants a été établi par le parti communiste avec le souci de ne pas se laisser déborder sur la gauche et de tendre la main aux catholiques. Il a été très peu parlé du changement nécessaire des rapports de production seul capable de créer les conditions de la libération de la femme. Par contre il a été dit en accord avec les catholiques que la liberté de la procréation ne constitue pas un point fondamental. On a parlé de l'unisson « du couple », de « la famille », de « l'amour » on a pu, cependant, remarquer que sur certains points des sociologues chrétiens ont été plus conséquents que le Parti.

Si l'esprit de conciliation et le manque de « dogmatisme », a pu paraître sympathique à « Témoignage chrétien », il a déçu beaucoup de jeunes qui étaient venus nombreux à la Mutualité.

Il eut été certainement intéressant d'inviter Simone de Beauvoir ; son travail de sapes des mythes féminins a considérablement aidé les femmes à comprendre leur situation. La présence d'une sociologue de formation marxiste comme Andrée Michel eut été précieuse : son livre, « La condition de la Française d'aujourd'hui », contient une analyse pénétrante de la réalité et des perspectives.

Si le problème de la femme peut être posé par les marxistes, alors que celui de l'homme ne peut être posé en dehors

de la division de la société en classes, c'est que prolétaires et bourgeois ont des points communs : à l'intérieur de leur propre classe elles sont partout inférieures aux hommes. D'autre part, l'idéologie d'une société étant celle de sa classe dominante, celle de la société d'aujourd'hui est une idéologie d'hommes et l'émancipation de la femme est freinée par la persistance plus ou moins consciente de tabous sur le rôle à la fois sexuel, familial et social de la femme.

Si on peut dire que la condition de la femme d'aujourd'hui dans les pays avancés est meilleure que celle de la femme de la fin du 19^e siècle ou que celle des pays sous-développés d'aujourd'hui, son émancipation réelle n'est pas très avancée : le système capitaliste ne peut émanciper les femmes et il entretient pour assurer sa double domination un certain nombre de mythes.

Le capitalisme utilise l'immense majorité de la main-d'œuvre féminine comme une main-d'œuvre d'appoint qu'il paie mal, n'a aucun besoin d'améliorer sa qualification et par conséquent s'y oppose :

— Ouvriers qualifiés : hommes : 49 %, femmes : 16 %.

L'insertion des femmes est importante dans l'enseignement : elles représentent 68 % des instituteurs, mais un nombre extrêmement restreint se retrouve au niveau de l'enseignement supérieur.

— La formation professionnelle des femmes est désastreuse :

Plus de la moitié des jeunes filles entrent dans la vie sans culture et sans métier.

A cause de cet écart de qualification les femmes sont alors obligées de travailler pour des salaires très faibles et doivent pour vivre faire un très grand nombre d'heures. Lorsqu'elles auront en plus la charge d'un foyer, leur situation va devenir celle des véritables esclaves accomplissant quotidiennement jusqu'à 16 heures de travail.

C'est à ces femmes que l'on propose

le travail à mi-temps mais il est évident que celui-ci ne peut constituer une solution et risque de fournir une main-d'œuvre au rabais.

Une campagne pour la réduction du temps de travail des femmes a été lancée récemment par la C.G.T. La revendication des 40 heures payées 48 est extrêmement populaire parmi les femmes mais on peut se demander si cette revendication a des chances d'être satisfaite en l'absence d'un mouvement large et puissant qui dépasserait de loin les problèmes exclusivement féminins. Pour montrer qu'un tel succès est actuellement possible, Jeannette Vermeersch évoque 1936 où « dans une conjoncture économique bien plus mauvaise que maintenant... d'un seul coup ils (les patrons) ont du donner deux semaines de congé plus les 52 samedis de l'année — et dans le même temps les salaires étaient doublés, triplés ».

Le raccourci est saisissant : d'un seul coup la fée Jeannette a fait disparaître les grèves de 1936 !

Au moins pouvait-on s'attendre à ce que le Parti de la classe ouvrière (qui ne manque jamais de se proclamer le champion moderne de la libération de la femme) revendique pour les femmes d'aujourd'hui la liberté de n'avoir des enfants que lorsqu'elles le désirent ; on sait qu'en fait cette liberté est considérée par les dirigeants du P.C.F. comme un « vice de la bourgeoisie. » Mais laissons sur ce point s'exprimer un porte-parole autorisé : « Depuis quand des femmes travailleuses réclament-elles le droit d'accéder aux vices de la bourgeoisie. JAMAIS ! » Et encore : « Quel est cet amour heureux... quand l'amour commencera par l'étude des moyens contraceptifs ! »

On s'attendait plutôt à entendre des principes de ce genre défendus par un révérend père que par un dirigeant « communiste ».

En fait tout un arsenal d'arguments de mauvaise foi a été utilisé par le P.C.F. contre le birth-control. On ne craint pas de l'attaquer de façon contradictoire : tantôt il est présenté comme insuffisant parce que son efficacité n'est pas garantie à 100 %, tantôt il est repoussé avec horreur parce « qu'il risquerait de favoriser un développement excessif de la sexualité et de l'érotisme pas toujours équilibrant sur le plan nerveux psychique et social », (document préparatoire du Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes). On lui reproche d'être un leurre parce qu'il ne résoud pas tous les

problèmes sociaux...

La contre-partie de ce refus est une tentative étonnante de réclamer le « culte de la maternité », fonction sociale de la femme. « Nous considérons que la femme rempli en plus de son rôle de travailleuse et de ménagère une fonction sociale : la maternité ! »

« Certes quand les enfants sont petits c'est une charge, mais lorsqu'ils deviennent ouvriers, cultivateurs, ingénieurs, techniciens, savants, artistes, ce sont eux qui prolongent la France, qui font sa richesse, sa grandeur, sa beauté » (Jeannette Vermeersch).

On peut se demander pourquoi les dirigeants du P.C.F. s'en tiennent avec une belle obstination à une position aussi stupide et réactionnaire.

Faut-il n'y voir qu'un aspect de leur suivisme idéologique ? On sait qu'en U.R.S.S. pendant l'ère stalinienne la contraception était interdite, la famille nombreuse encouragée et l'avortement réprimé. Depuis quelques années cependant la situation a évolué dans un sens plus favorable. La rigidité de la direction du P.C.F. ne lui aurait-elle pas encore permis de prendre le virage en douceur ?

On n'ose pas croire que la tarte à la crème de la propagande du P.C.F. qu'est « la grandeur de la France », serve encore de support à ces appels à la repopulation.

Quoi qu'il en soit, en défendant ces positions rétrogrades le P.C.F. rejoint la cohorte des encenseurs du mythe de la femme, avec la presse spécialisée et le cinéma dit intellectuel on sanctifie la femme objet dont la vie est consacrée au foyer et à l'amour.

Bien que la liberté de la conception soit une étape indispensable de l'émancipation de la femme, cette liberté est inséparable d'un changement de régime.

Il est certain, d'ailleurs, que la révolution non plus ne résoudra pas ces problèmes d'un jour à l'autre : la société socialiste héritière d'une situation de fait devra combattre pendant longtemps les mythes et les préjugés séculaires.

L'apport des communistes à la semaine de la Pensée Marxiste s'est avéré particulièrement faible sur ces problèmes.

L'absence de perspective révolutionnaire générale les conduit, même dans un débat limité, à céder le dernier mot aux idéologues chrétiens dont les positions se révèlent parfois plus avancées que les leurs.

Mais pouvait-on attendre plus des champions de la « démocratie réelle et renouvelée » ?

Michèle LANTY.

Débat au cercle Karl Marx

La stratégie ouvrière en Europe occidentale

LA dernière réunion du cercle Karl Marx, qui s'est tenue salle des Horticulteurs, sous la présidence de Pierre Frank, avait, à son ordre du jour : « La stratégie ouvrière en Europe occidentale ». Les camarades J.M. Vincent, du P.S.U., E. Mandel, rédacteur en chef de « La Gauche » (Belgique), et Livio Maitan, membre du secrétariat international de la IV^e Internationale et de la direction de la section italienne, ont ouvert le débat.

Dans sa première intervention, le camarade J.M. Vincent s'est attaché à détruire l'idée petite-bourgeoise et défaitiste selon laquelle les révolutions ne peuvent éclater que dans les pays sous-développés et non dans les pays capitalistes avancés. Après avoir parlé de la richesse de l'expérience révolutionnaire des pays capitalistes : révolution d'Octobre, révolution allemande, conseils ouvriers de Turin, et de son élaboration théorique recueillie dans les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste : front unique, programme de transition, dualité de pouvoir, il a analysé les situations pré-révolutionnaires (1936, 1945) qui furent vaincues par défaut d'objectifs socialistes.

Il a introduit les problèmes de la pratique révolutionnaire en rappelant la polémique Rosa Luxembourg-Bernstein. Contre le gradualisme et l'ultra-romantisme (activité littéraire), le camarade J.M. Vincent a conclu en rappelant qu'il n'y a pas de pratique révolutionnaire si elle n'est pratique quotidienne qui assume les faiblesses du mouvement ouvrier pour les dépasser.

Le second orateur, E. Mandel a posé les problèmes des possibilités révolutionnaires dans des pays où la classe ouvrière a atteint un niveau de vie relativement élevé. Comment peut-on construire, en dehors de l'éventualité d'une crise économique violente comme celle de 1929, en dehors de l'éventualité d'une guerre, une stratégie pour le mouvement ouvrier visant le ren-

versement du capital et la conquête du pouvoir ? Est-il possible de déclencher des luttes ouvrières plus élevées que des luttes visant la défense ou la conquête d'avantages purement matériels ?

Après une analyse des conditions objectives : fluctuations économiques qui déterminent de brusques remontées du mouvement ouvrier, problèmes sociaux, contradictions nouvelles qui obligent la bourgeoisie à remettre en question l'autonomie du mouvement syndical, question du pouvoir dans les entreprises qui reste posée, l'orateur répondra qu'il est possible de mettre au point une telle stratégie.

Dans la seconde partie de son exposé, il analysa l'importance du facteur subjectif : propagande constante auprès des masses, solution de rechange politique, stratégie d'enchaînement de mots d'ordre portant des aspirations immédiates des masses, qui peuvent, par leur dynamique se transformer en slogans anti-capitalistes, transitoires, mettre en question le régime et déboucher sur une situation pré-révolutionnaire (grèves belges 1960-61). Il s'agit alors, a conclu Mandel, de transformer cette situation pré-révolutionnaire en situation révolutionnaire en créant des organes de double pouvoir face à l'affaiblissement du pouvoir bourgeois.

Livio Maitan, après s'être déclaré en parfait accord avec les deux orateurs, a centré son exposé sur la situation du mouvement ouvrier italien et les différentes théories discutées dans les partis et syndicats. Il a abordé le problème des réformes de structure, par une critique du livre de Gorz « Stratégie ouvrière et néo-capitalisme ». Les réformes de structure dont fait état Gorz, aucune poussée des masses ne venant les soutenir, sont restées des plans morts dans les dossiers des syndicats et du patronat italien. Longuement il développe avec des exemples ce que doit être une stratégie ouvrière basée sur la nation de programme de

transition et critique avec humour la nouvelle phraséologie néo-réformiste dont le fond consiste à éviter de poser le problème principal : celui de la nature de classe de l'Etat et par conséquent de la prise du pouvoir par le prolétariat.

Ces trois exposés furent suivis d'une discussion ouverte violemment par Stéphane Just, porte parole du groupe « La Vérité », qui semble préférer venir dans nos réunions parler hors des sujets proposés plutôt que de répondre à nos invites d'une confrontation sérieuse de nos positions réciproques. Après s'être demandé ce qu'un « brave prolétaire » pouvait tirer d'exposés théoriques à son avis trop abstraits, il tenta de démontrer, en citant trois lignes par ci, quatre lignes par là, hors du contexte d'un article du camarade P. Frank, que celui-ci était le frère jumeau de Frachon, et nageait dans les eaux troubles de la contre-révolution stalinienne.

Les preuves avancées étaient de deux ordres :

1) P. Frank juge irresponsable l'emploi du mot d'ordre de grève générale (mot d'ordre pré-insurrectionnel) sans mobilisation transitoire vers de grands objectifs, ce qui, selon S. Just, apporterait de l'eau au moulin de Frachon qui organise des grèves générales à répétition, mais pas assez générales pour son révolutionnarisme.

2) P. Frank trahissait le trotskysme en affirmant que le Programme de transition de fondation de la IV^e Internationale (1938) a besoin de retouches, ce qu'il précisa d'ailleurs en soulignant que les revendications ouvrières dont un programme de transition doit partir ne peuvent plus être les mêmes aujourd'hui qu'hier, la situation des travailleurs s'étant notablement changée depuis 1938, ainsi que d'autres événements, ce qui n'enlève en rien sa valeur fondamentale à la stratégie de transition et ne relègue pas plus au musée que le Manifeste

communiste le programme historique de notre mouvement.

L'assistance, partagée entre le rire et l'ennui, finissait par conspuer l'orateur qui continuait la lignée des gauchistes infantiles qui ont dénoncé en les trotskystes (et dans Trotsky lui-même) des gens qui ne vont « pas assez loin dans la dénonciation du stalinisme » ; et P. Frank dut intervenir pour permettre à l'orateur de terminer son intervention, ce que fit ce dernier en lançant quelques injures au président et à la salle.

Des questions furent ensuite posées aux interlocuteurs du débat. Il fut demandé à J.M. Vincent, s'il ne pensait pas que le PCF, jouait le rôle de force d'appoint de la bourgeoisie ? Celui-ci répondit que l'on pouvait dire que tous les partis ouvriers qui ne mettaient pas à l'ordre du jour une perspective révolutionnaire, servaient objectivement les intérêts de la bourgeoisie, mais que le problème était ainsi posé trop simplement. Et que ces partis, et le P.C.F. en particulier, représentaient aussi globalement un niveau atteint par le mouvement ouvrier, qu'un parti révolutionnaire ne pouvait pas naître complètement extérieurement à ces partis traditionnels, d'où la nécessité pour les militants les plus lucides d'y être pour avancer avec leur avant-garde en partageant leurs expériences et en en tirant les leçons.

Une autre question semblable quant au fond, fut posée à E. Mandel. Quels intérêts les ouvriers anglais ont-ils de voter travailliste, si le parti travailliste suit la même politique que les conservateurs ?

E. Mandel, dans sa réponse est parti du principe que les quatorze millions de prolétaires anglais qui ont voté travailliste, dans une période d'essor économique, n'ont pas accompli ce geste pour voir se perpétuer la politique conservatrice, mais dans l'espoir que, par des voies réformistes, c'est véritablement le socialisme qui sera obtenu.

(suite page 3)

Le prochain numéro de « l'Internationale » paraîtra le 1^{er} avril.